

## LA COLÈRE DES ÉTUDIANTS DES ÉCOLES D'INGÉNIORAT

# «Le système LMD nous déclasse»

**L'application du système LMD dans les universités algériennes continue de provoquer la colère. Hier, de nombreux étudiants de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene, des écoles préparatoires et des écoles nationales supérieures ont protesté pour dénoncer les nouvelles mesures annoncées par la tutelle.**

**Irane Belkhedim-Alger**

(Le Soir) - A l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene de Bab Ezzouar, plusieurs étudiants des troisième, quatrième et cinquième année, représentant sept facultés (chimie, électronique et informatique, génie civil, génie mécanique et génie des procédés, mathématiques, physique, sciences de biologie), ont marché de l'Institut de génie civil vers le rectorat pour exiger que soit restaurée la classification de l'ancien système. «L'application du nouveau décret nous dévalorise. Nous sommes classés au même titre que des licenciés, pourtant notre cursus est plus long !», raconte un jeune étudiant en troisième

année. Comme beaucoup de ses camarades, il a du mal à contenir sa colère.

Pour calmer les esprits, les responsables du rectorat ont ouvert les portes de l'auditorium aux nombreux manifestants. «Le recteur et le vice-recteur nous ont donné leur parole. Ils nous ont écoutés et ont promis de transmettre nos doléances à notre tutelle. On verra !», confie Mohamed.

Les étudiants projettent de se réunir aujourd'hui pour discuter des démarches à venir. Ils déclarent que les discours creux ne les intéressent plus et disent attendre des actions concrètes.

«Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout», a

indiqué Méziane, étudiant en cinquième année à l'Ecole nationale supérieure de statistiques et d'économie appliquée de Ben Aknoun. «Le décret nous déclasse.

Nous passons de l'échelle 14 à l'échelle 13. En d'autres termes, les étudiants du système LMD qui ont bac+3 jouissent du même grade ! Ce n'est pas normal, puisque nous avons bac +5, et parfois bac + 7 !».

De plus, cette classification est essentielle, car décisive pour la poursuite

des études (doctorat, magistère), et lors du recrutement elle détermine le salaire des futurs fonctionnaires. Hier, durant toute la matinée, de nombreux étudiants des écoles préparatoires et des écoles supérieures (Ecole nationale supérieure polytechnique d'Alger, Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme, Ecole nationale supérieure d'informatique, Ecole nationale supérieure de travaux publics, Ecole nationale supérieure d'agronomie et Ecole nationale

supérieure de statistiques et d'économie) se sont rassemblés devant le ministère de l'Enseignement supérieur. «Personne n'est venu à notre rencontre. On ne nous a pas ouvert les portes. Nous refusons de parler à n'importe qui. Nous voulons voir le ministre», ajouta Méziane.

Les étudiants refusent le décret présidentiel, publié en décembre 2010, stipulant que le diplôme de master (bac+5) est désormais équivalent au diplôme de magister (bac+7). Les mani-

festants refusent également que le diplôme d'ingénieur (bac+5) devienne également équivalent à celui de licence (bac+4).

Enfin, le système d'enseignement LMD est conçu suivant une architecture de trois cycles de formation, conférant chacun un diplôme universitaire. Un premier cycle (bac+3) aboutissant à la licence, un deuxième cycle (Bac+5) au master, et, enfin, un troisième cycle (bac+8) aboutissant au doctorat.

I. B.

## «C'est juste un problème d'information»

Dans une note adressée aux directeurs des écoles préparatoires et des écoles supérieures, publiée hier sur son site Internet, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique assure que «le diplôme d'ingénieur d'état reste toujours en vigueur».

«Le ministère s'inscrit en faux par rapport à toutes les rumeurs colportées à ce sujet. Mieux, la valorisation du diplôme d'ingénieur d'état est prise en charge en conformité avec la démarche de qualité des diplômés de l'enseignement supérieur et dans l'optique d'assurer leur meilleur employabilité à travers l'ensemble des secteurs d'activité.»

I. B.

## LA PROTESTA DEVIENT QUOTIDIENNE À EL-TARF

# Sit-in des éléments de la Garde communale

**Le corps de la Garde communale vit un malaise et connaît une peur des lendemains qui déchantent. En effet, les 620 éléments que compte cette institution ont observé, hier, un sit-in devant le siège de la wilaya pour protester contre les nouvelles mesures prises à leur encontre.**

Ils réclament dans une pétition, dont nous détenons une copie, la titularisation des éléments affectés aux administrations locales selon la loi 06/03, le paiement des heures supplé-

mentaires et des indemnités, selon la circulaire présidentielle 07/305, l'augmentation du congé annuel qui est actuellement de 21 jours, l'annulation de la mesure portant dissolution

du corps et le cas échéant, de bénéficier d'une semi-retraite à l'image de l'armée et, enfin, des droits des victimes du terrorisme, comme stipulé dans les lois y afférentes.

Les représentants des protestataires ont été reçus par les responsables locaux. Ces derniers ont promis de prendre en charge leurs doléances dans un délai n'excédant pas les 15

jours. Pour les éléments de la Garde communale, «il est indispensable que l'Etat veille à travers l'administration, à l'application scrupuleuse des mesures prises en notre faveur».

«Dans le cas où nos doléances ne seraient pas satisfaites nous reviendrons à la charge avec l'organisation d'autres sit-in» ont-ils déclaré.

Daoud Allam

# Le collectif des artistes de Béjaïa soutient la marche du 12 février

**Plusieurs artistes de Béjaïa ont tenu à apporter leur soutien à la marche initiée par la Coordination nationale pour le changement démocratique (CNCD) pour le 12 février 2011 à Alger.**

Boualem Beurr, chanteur kabyle et membre du Collectif des artistes de la wilaya de Béjaïa, rencontré en marge d'un sit-in organisé hier, devant la Maison de la culture pour dénoncer

leur marginalisation par les responsables du secteur de la culture, nous a déclaré que leur association constituée de stars de la chanson kabyle notamment, le groupe Idurar de Kaci Boussad, Boudjemaâ Agraw, Louiza, Abdelkader Bouhi, Mustapha du groupe Les Maghrébins, se «joint» à l'appel de la CNCD pour la manifestation populaire du 12 février dans la capitale pour réclamer le départ des dignitaires du régime. «Nous sommes aussi des enfants de ce peuple et nous parta-

geons les mêmes aspirations de changement pour une société juste et démocratique.

En tant qu'artistes, nous ne pouvons rester insensibles à ce qui se passe dans notre pays. Nous joignons notre voix pour une participation massive des citoyens à cette marche de l'espoir démocratique et pour réclamer la chute de ce régime totalitaire, en place depuis l'Indépendance», nous a déclaré en substance Boualem Beurr.

A. K.

## RELIZANE

# Une femme tente de s'immoler par le feu

**Le suicide a pris des proportions alarmantes ces derniers temps. Des citoyens dans le désarroi tentent en effet de mettre fin à leurs jours.**

Un premier cas a été enregistré récemment dans la wilaya de Relizane quand un homme, la trentaine, a tenté de s'immoler par le feu, devant la mairie de Belacel Bouzegza, à une

douzaine de kilomètres de la ville de Relizane.

Des passants et des employés de ladite municipalité ont dû lui arracher des mains le briquet avec lequel il a voulu s'enflammer après s'être aspergé d'essence.

Célibataire, chômeur de son état, natif de la commune de Belacel Bouzegza, il vit dans une seule pièce. Une autre tentative de suicide a été enregistrée, mardi. Cette fois-ci, il s'agit d'une

femme, la quarantaine, désespérée, expulsée du logement qu'elle louait, qui a tenté à sa vie après avoir découvert qu'elle ne figurait pas dans la liste de recasement des 160 bénéficiaires établie par les autorités de la wilaya.

C'est lors d'un rassemblement, avec une vingtaine de femmes, devant l'entrée principale du siège de la Wilaya pour réclamer un logement décent qu'elle

s'est aspergée d'essence en vue de se suicider.

C'est grâce à la vigilance et à la perspicacité des agents de la sécurité que le drame n'a pas eu lieu.

Une scène qui n'a pas laissé indifférentes les autres femmes, lesquelles ont dénoncé le mutisme de l'administration devant les problèmes sociaux des citoyens.

A. Rahmane

## APRÈS AVOIR ÉTÉ ACCUSÉ PAR LE RCD DE L'ARRACHAGE D'AFFICHES

# Djamel Ferdjellah dément

Consécutivement à la déclaration du RDC de Béjaïa rendue publique, l'accusant d'avoir arraché des affiches appelant à la marche du 12 février prochain, Djamel Ferdjellah, ex-numéro deux du parti, s'est manifesté hier par le biais d'une déclaration transmise à notre rédaction, pour démentir catégoriquement «les allégations mensongères» de son ex-parti.

«Outré et rien que pour cela et en vertu de réponse à cette formation politique, visiblement en mal d'imagination, je tiens à démentir cette affirmation, digne de la propagande brejnévienne» avant d'ajouter que depuis sa démission du parti, il est victime d'une campagne de diffamation orchestrée par certains de ses ex-pairs.

Celui-ci s'interroge en conclusion «Comment est-ce que j'arracherais des affiches appelant : à une manifestation à laquelle j'ai souscrits ?»

K. Gaci

## APC D'AKBOU Tentative d'immolation par le feu

La wilaya de Béjaïa a enregistré, hier, une première tentative d'immolation par le feu à Akbou. Il s'agit d'un fonctionnaire à l'APC d'Akbou qui a tenté de se tuer par le feu en aspergeant son corps d'essence, un briquet à la main. La victime, la quarantaine, dans un moment de désespoir suite à une décision «arbitraire» de mutation vers un autre service, a tenté à sa vie à l'intérieur même de l'enceinte de l'administration communale.

Alertés à temps, ses collègues ont réussi à le convaincre de renoncer à son geste évitant ainsi que ne survienne un drame certain.

A. K.

## Rectificatif

Dans l'article intitulé «Béjaïa, l'effervescence dans la ville» paru dans notre édition de mardi dernier, nous avons écrit : «... du FFS, qui a appelé la population à rejoindre massivement la marche du 12 février». La fédération du parti à Béjaïa se démarque de toute adhésion à cette manifestation. Nous nous excusons de cette malencontreuse erreur.

K. G.